

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Laïcité et religions (France) > Islam / Musulmans (France) > **Les imams de France devront reconnaître que le « racisme d'État » n'existe pas**

Les imams de France devront reconnaître que le « racisme d'État » n'existe pas

samedi 2 janvier 2021, par [Middle East Eye \(MEE\)](#) (Date de rédaction antérieure : 17 décembre 2020).

Selon Médiapart, dans la charte devant réglementer la profession d'imam, qui doit être présentée le 23 décembre au ministre de l'Intérieur, les imams devront rejeter « fermement les campagnes diffamatoires prétendant que les musulmans de France seraient persécutés »

« Ce devait être une "charte des valeurs" pour encadrer la profession d'imam, c'est devenu un guide de prêt-à-penser à destination de tous les musulmans de France. »

C'est ainsi que [Mediapart](#) commente le document élaboré par le Conseil français du culte musulman (CFCM) et le ministère de l'Intérieur, qui doit être présenté le 23 décembre au ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin.

Ce texte avait été réclamé par le président [Emmanuel Macron](#) lors de son discours sur le « [séparatisme](#) » en octobre. Il en avait esquissé les grandes lignes lors de sa rencontre, le 18 novembre, avec les dirigeants du CFCM.

Le président leur a dit qu'il savait que plusieurs de ces fédérations avaient des positions ambiguës sur ces sujets et qu'il fallait « sortir de ces ambiguïtés ».

Parmi ces neuf fédérations, représentatives d'une grande partie du culte musulman, trois n'ont « pas une vision républicaine », comme le Millî Görüş, d'obédience turque, et Musulmans de France, ex-UOIF (Union des organisations islamiques en France), selon l'Élysée.

Le document, qui doit préciser le fonctionnement du futur Conseil national des imams (CNI), « provoque de vifs émois chez nombre d'imams ayant pu l'examiner », explique *Mediapart*.

La charte doit, selon le chef de l'État, affirmer la reconnaissance des valeurs de la République, préciser que l'islam en France est une religion et pas un mouvement politique, et stipuler la fin de l'ingérence ou de l'affiliation à des États étrangers.

De plus, l'intitulé du document consulté par le site d'information pose question : dans une première version, il s'agissait de la « Charte des principes des musulmans de France », avant de devenir « Charte des principes du Conseil national des imams ».

« Au milieu de rappels à la loi en tous genres ou aux conventions internationales, de mentions du Coran, on retrouve nombre de combats chers à la ministre de la Citoyenneté, Marlène Schiappa, comme la condamnation de l'excision, des mariages imposés ou encore des certificats de virginité », poursuit *Mediapart*.

« À côté du refus des financements étrangers de lieux de culte, est aussi mentionnée la "neutralité

des services publics” [avec un article entièrement dédié], sans que l’on comprenne le rapport avec la mission de l’instance religieuse en gestation [le CNI]. Des affirmations de principe assez vagues sont posées, telles que : “L’ordre politique demeure séparé de l’ordre du religieux”. Ou encore : “Nous refusons que les lieux de culte servent à diffuser des discours politiques ou importent des conflits qui ont lieu dans d’autres parties du monde” », détaille le média.

« Trier » les fédérations de mosquées

Une première version de cette « charte » a soulevé la colère d’une partie du CFCM : on y décréait la condamnation de l’emploi du terme « [islamophobie](#) d’État ».

« Nous rejetons fermement les campagnes diffamatoires prétendant que les musulmans de France seraient persécutés. [...] L’attitude victimaire ne repousse pas la haine, elle contribue à la nourrir », lisait-on dans une précédente version, avant que le terme « islamophobie » ne soit finalement remplacé par celui de « racisme d’État ».

Mais la « charte » proposée continue à édicter : « Nous réaffirmons solennellement que la dénonciation d’un prétendu racisme d’État ne recouvre aucune réalité en France. »

Un imam confie à *Mediapart* : « Le gouvernement a voulu faire une charte mauvaise pour s’assurer que certaines fédérations ne la signeraient pas. »

Une manière de « trier » les fédérations de mosquées comme l’avait annoncé Emmanuel Macron le 18 novembre : « Il y aura ceux qui signeront et ceux qui ne signeront pas. On en tirera les enseignements. Soit vous êtes avec la République, soit vous n’êtes pas avec la République. »

Son objectif est de mettre fin, d’ici quatre ans, à la présence en France des 300 imams étrangers « détachés » par la Turquie, le Maroc et l’Algérie.

Pour le fondateur de *Mediapart*, [Edwy Plenel](#), cette « charte » est une « atteinte sans précédent à la liberté de conscience » et ce texte « signifie une mainmise de l’État sur le culte musulman. Piétinant la liberté d’expression, il interdit la dénonciation d’un racisme systémique ».

Pour les imams approchés par *Mediapart*, cette « charte » serait le projet du recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, également vice-président du CFCM, qui serait, selon *Mediapart*, proche de la place Beauvau.

« Stratégie ou conviction politique, le recteur rodé aux arcanes du pouvoir s’est aussi montré, depuis le début d’année, très volontaire pour soutenir les prises de position d’Emmanuel Macron contre “le séparatisme”, l’islam politique ou les ingérences étrangères, sans s’embarrasser de ses contradictions personnelles », commente *Mediapart*.

Quant au président du CFCM, Mohammed Moussaoui, il est resté injoignable par *Mediapart*. « Il est tétanisé », résume un cadre du CFCM au média.

« Depuis l’annonce de la [dissolution](#) du Collectif contre l’islamophobie en France [CCIF] en octobre dernier, un silence de plomb s’est installé au sein des fédérations de mosquées, tétanisées par la peur que certains de leurs lieux de culte ne subissent le même sort. Le mutisme des uns a néanmoins laissé la place à d’autres pour réagir », conclut *Mediapart*.

Mee

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Middle East Eye

<https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/france-conseil-national-imams-religion-islam-mosquee-cfcm-racisme-islamophobie>